

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Darryl Danek

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Commençons d'abord par les coupures de manière à équilibrer le budget en fonction des recettes; retournons ensuite devant le Parlement pour justifier les raisons pour lesquelles tel ou tel ministère a besoin de plus de fonds, rendre obligatoire l'absence de déficit, couper davantage dans les dépenses, RÉFORME de la pension des députés, privatiser autant que possible, AE (assureurs privés, cela s'appelle remplacement du revenu), mettre fin à toute l'aide étrangère (faire appel au Parlement, au besoin, mais ne rien prévoir dans le budget en cas d'inondations, de tremblements de terre, etc.), sortir d'Afghanistan, ne pas donner d'argent mais amener les filles ici pour vivre et faire des études, ce serait mieux pour elles, sortir des NU (l'Iran et la Syrie sont plus respectés que nous), fermer la CBC et Postes Canada, couper la rémunération des fonctionnaires à TOUS les niveaux, se débarrasser de la *Loi sur les Indiens* et des réserves, couper les versements au Québec suivant un calcul mathématique compte tenu de la retraite à 62 ans.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Mettre fin aux échanges commerciaux avec la Chine (régime communiste), légiférer pour exercer un contrôle sur les syndicats (davantage d'options de retrait pour les travailleurs et il se pourrait que les emplois reviennent), pas d'immigration tant que le taux de chômage ici n'est pas de ZÉRO. Il est trop difficile de congédier les mauvais travailleurs paresseux et de les remplacer (principalement à cause des syndicats).

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Moins d'AE et d'aide sociale et plus de formation, obliger les gens à déménager là où il y a de l'emploi (on ne manque pas de travail en Saskatchewan), privatiser en partie les soins de santé (cela fonctionne en Allemagne), davantage de choix pour les gens, le vieillissement est inévitable mais de quelles compétences parlons-nous. Nos universités fabriquent des saletés de gauchistes et offrent une formation seulement pour des emplois de travailleur social au gouvernement, à nouveau quelles sont les compétences? Des métiers, à London, personne n'offre d'apprentissages. Il y a des cliniques pour personnes âgées seulement, nous avons bâti le pays et me voilà qui attends à une clinique sans rendez-vous à cause d'une mère célibataire de 16 ans et son bébé morveux; pourquoi je devrais attendre?

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Aucune, c'est une question privée entre employeur et employé, la compétitivité dépend de l'environnement, des tarifs d'hydroélectricité, des syndicats (la plupart sont contre-productifs), des salaires, des taxes et des impôts, des frais de transport, de la proximité du marché, etc. Mettons la table et débarrassons le plancher.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les défis se posent à ceux qui travaillent encore. Les bénéficiaires de l'aide sociale l'ont facile, tout est gratuit (quelle insulte pour les travailleurs), réduire les taxes et les impôts, permettre au conjoint de réclamer des crédits d'impôt pour la personne qui reste à la maison, pas de frais de garde mais des crédits d'impôt équivalant à 100 % au niveau privé (un avocat spécialisé en divorce fixe un montant pour toutes les tâches ménagères), imposer un plafond aux primes d'assurance, ils font encore des milliards dans un pays de 34 millions de personnes; diminuer la TPS en divisant le montant recueilli par le montant envoyé et éliminer les chèques. Cela aide tout le monde pas seulement les bénéficiaires de l'aide sociale et les soi-disant pauvres. Je ne reçois pas [le remboursement] de TPS, je n'en ai jamais reçu et je la paie pour tout et 35 000 \$, ce n'est pas tant que ça.